

## Rwanda : 25 inculpés pour tentative de renversement du gouvernement

@rib News, 04/10/2019 Source AFP Un tribunal militaire rwandais a inculpé mercredi 25 hommes soupçonnés d'appartenir à un groupe rebelle, pour avoir tenté de renverser par la force le gouvernement et comploté avec un pays étranger.

Les accusés appartiendraient tous au Congrès national rwandais (RNC), un parti d'opposition en exil formé par d'anciens proches du président rwandais Paul Kagame, que Kigali accuse d'avoir créé un groupe armé pour mener des attaques au Rwanda depuis la République démocratique du Congo (RDC). Les suspects encourent une peine de prison allant de 25 ans à la perpétuité. Ils ont été inculpés pour avoir tenté de renverser le gouvernement en recourant à la force militaire, collaboré avec un gouvernement étranger dans l'intention de mener la guerre, formé et rejoint une entreprise criminelle, et rejoint un groupe armé illégal, a annoncé le panel de trois juges. Certains des inculpés ont été capturés après de violents combats en RDC, ont indiqué les procureurs au tribunal. D'autres se sont rendus à la mission de l'ONU en RDC (Monusco). Trois d'entre eux se sont identifiés devant le tribunal comme étant burundais, deux ougandais et un venant du Malawi. Ils ont comparu sans être assistés d'avocats. Un procureur militaire a déclaré que les suspects étaient « tous membres du RNC et ont été recrutés par Kayumba Nyamwasa et ses agents ». Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise, Faustin Kayumba Nyamwasa est un des fondateurs et le chef du RNC. Il est depuis 2010 en Afrique du Sud, où il a été victime de plusieurs tentatives d'assassinat. Selon les Nations unies, M. Nyamwasa pourrait chercher à lever une armée en RDC. Ce dernier avait fondé le RNC avec son ami Patrick Karegeya, ex-chef des services secrets rwandais, qui avait été retrouvé étranger en 2014 dans un hôtel de luxe de Johannesburg. Le parquet sud-africain a établi que des liens étroits existaient entre les suspects de cet assassinat et le régime Kagame. Kigali est également accusé de s'en prendre à ses opposants établis à l'étranger, notamment en les tuant. Paul Kagame a toujours nié.